

4 Économie

Entretien avec le ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques...

... Guy-Bertrand Mapangou : "Pour le président Ali Bongo Ondimba, l'engagement à satisfaire les minima sociaux ne doit souffrir d'aucun compromis"

Propos recueillis par **Willy NDONG**

Libreville/Gabon

Les besoins en eau de Libreville et ses environs sont estimés, selon les experts du ministère des Ressources hydrauliques, à 270 000 m³/j, soit une consommation journalière de 270 millions de litres. Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, dont le souci permanent est de continuer à œuvrer pour que tous les Gabonais aient accès à l'eau potable en tout temps et en tous lieux, a ouvert lundi derniers les vannes de la nouvelle usine d'eau potable de l'ex-Cim Gabon, sise à Ntoum. 16 millions de litres seront acheminés chaque jour à destination de Libreville, pour couvrir les besoins de 100 000 personnes.

Dans un entretien accordé à l'Union, Guy-Bertrand Mapangou, ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, explique dans les détails les raisons de la mise en service de ladite usine, éclaire l'opinion sur la politique énergétique de l'Etat sur l'ensemble du territoire national, conformément au Plan stratégique Gabon Émergent (PSGE) et dresse les perspectives avec, notamment, l'ambitieux chantier de Ntoum 7, dont les investissements sont estimés à plusieurs milliards de francs.

L'union. M. Le ministre, le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba a procédé lundi 11 janvier 2016 à la mise en service d'une nouvelle usine d'eau potable à Ntoum. Cette unité de production est destinée à alimenter plusieurs quartiers de Libreville et ses environs. 100 000 personnes sont concernées. Peut-on dire que nous nous acheminons progressivement vers une couverture totale en eau dans la capitale et sa banlieue ?

Guy-Bertrand MAPANGO : A l'heure actuelle, le problème de l'eau n'est pas entièrement réglé pour Libreville et ses banlieues. Mais nous notons néanmoins une amélioration significative de la desserte dans certaines zones. En effet, l'estimation des besoins en eau potable dans Libreville et les communes environnantes est de l'ordre de 270 000 m³/jour, alors que la production actuelle, avec cet apport de l'usine Ntoum Cim Gabon monte à 231 000 m³/jour contre 210.000 m³/jour il y a encore quelques mois. Beaucoup reste encore à faire pour combler ce gap de 39 000 m³/jour, notamment en intégrant les besoins de la Zone économique spéciale de Nkok et des nouveaux lotissements en construction à Libreville et ses environs. Mais nous vous assurons que nos services compétents y travaillent. Il est important de rappeler que le ministère de l'Énergie et des Ressources hydrauliques est le garant du service public de l'eau et de l'électricité au Gabon, et qu'il a en confié la gestion à la Société d'énergie et d'eau du Gabon, filiale du groupe français Veolia, dans le cadre d'une convention de concession signée le 13 juin 1997 et qui s'achève en 2017. Soucieux de satisfaire à la demande sans cesse croissante en eau potable pour les besoins domestiques et industriels, dans l'attente de l'investissement structurant de Ntoum 7, l'Etat a instruit la SEEG d'intégrer dans son plan d'investissement 2015, le projet de mobilisation des eaux de Ntoum Cim Gabon.



Photo : Gaston Ngoubill

Guy-Bertrand Mapangou : "Ntoum 7 devra nous permettre de mettre fin à la pénurie d'eau à Libreville".

C'est ce qui a justifié la mise en service officielle par M. le président de la République, chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, de cette unité de production. Cette usine permet de satisfaire, de manière considérable, une bonne partie de la demande. Par ailleurs, il est à noter qu'à la demande du gouvernement, la SEEG va procéder à la réparation des différentes fuites d'eau constatées, afin d'accroître le volume d'eau à mettre à la disposition des usagers.

Le projet de Ntoum 7, qui doit définitivement donner de l'eau aux populations de Libreville est au point mort, faute de financement. Votre commentaire.

Ntoum 7 est un projet majeur qui devra nous permettre de mettre fin, normalement, à la pénurie d'eau à Libreville et ses environs, pour les deux prochaines décennies, au regard de l'évolution de la demande, puisque nous aurons anticipé ainsi sur l'évolution démographique et l'agrandissement des zones urbaines. C'est un projet de l'Etat que l'on retrouve d'ailleurs dans le Plan stratégique Gabon émergent. Cet ouvrage dont le coût est estimé à 28 milliards de francs et le captage d'eau brut du Como à Kango, avec une conduite DN 1200 entre Ntoum et Kango sur un linéaire de 56 km, pour un montant de 73 milliards de francs, devrait ramener la production à 310 000 m³/jour. L'Etat a réalisé toutes les études techniques nécessaires à la concrétisation de ce projet auquel le président de la République tient particulièrement. La conjoncture économique de notre pays étant difficile, nous accusons un léger retard au démarrage de son exécution. Toutefois, nous avons entamé des pourparlers avec des partenaires extérieurs pour nous aider à avancer sur ce projet. Nous sommes donc dans l'imminence d'une reprise des travaux de Ntoum 7.

Le président de la République vous a demandé d'accélérer la cadence. Pouvez-vous nous parler des investissements de l'Etat en matière d'eau et d'électricité ?

En effet, pour le président Ali Bongo Ondimba, l'engagement à satisfaire les minima sociaux ne doit souffrir d'aucun compromis lié au contexte économique, notamment avec la baisse importante de nos revenus pétroliers. Depuis 2010, sous l'impulsion du président de la République, l'Etat gabonais a consenti d'importants efforts

financiers pour satisfaire les besoins à Libreville comme à l'intérieur du pays. Au nombre de ces travaux, nous pouvons citer, pour la capitale et ses environs : une canalisation DN 800 sur un linéaire de 10 kilomètres, entre le camp de Gaulle et la bêche d'Angondjé, le renforcement de la station de pompage laissant passer de 350 m³/h à 750 m³/h, une canalisation DN 400 sur un linéaire de 4 kilomètres, entre la bêche d'Angondjé et le nouveau château d'eau d'Angondjé ; l'installation d'une conduite DN 1200, le nouveau château d'eau de capacité 2000 m³. Ainsi que la centrale thermique d'Alénakiri, les postes de sécurisation et de distribution de l'électricité (poste Nord), la ligne d'évacuation d'énergie entre Alénakiri et Biségué.

Les populations de l'intérieur du pays souffrent également de pénurie d'eau et de délestage. A ce niveau, que fait l'Etat pour soulager ces compatriotes ?

A l'intérieur du pays, les travaux dans le renforcement de la production d'eau et d'électricité, du transport et de distribution, ont également été effectués et sont en cours. On peut citer le cas de Koula-Moutou, Oyem, Moanda, Mounana, la ligne d'évacuation d'énergie moyenne tension entre Mitzic et Oyem.

Dans le Haut-Ogooué, grâce au barrage hydro-électrique de Grand Poubara, nous disposons, depuis 2014, de 160 MW supplémentaires. En outre, pour les zones rurales, un programme d'hydraulique villageoise a été engagé. Ce programme vise à équiper en priorité les centres isolés de Pana, N'zamaligué, Koumameyong, Dienga, les districts d'Aschouka, Ndangui, Okoloville, Awoua, Bikondome et les grands villages que sont Makongonio et Loango, dont la population est supérieure à 300 habitants. Il prévoit, pour ces catégories, des mini-adductions en eau potable. Pour les villages de moins de 300 habitants, il est prévu des points d'eau autonomes par pompage à l'énergie solaire et équipée de bornes-fontaines.

Pour les villages de moins de 100 habitants, il est prévu la poursuite de l'implantation des points d'eau à motricité humaine. Actuellement, le programme de 2013 est exécuté à hauteur de 70%. Tandis que le paiement n'est que de 54%. Ce qui a eu pour conséquence l'interruption de la bonne conduite de ce projet depuis octobre 2014. Cependant, le ministère de l'Énergie et des Ressources hydrauliques a, comme autre perspective à court terme, la réalisation en zone rurale d'un projet de pérennisation des services des ouvrages hydrauliques et électriques. Ce programme, qui préconise l'équipement en panneaux solaires de plus de 200 villages, est mené en collaboration avec la Banque mondiale et devrait débuter dans les prochains mois. En matière d'eau, la cadence peut être accélérée pour Libreville, avec les constructions de l'usine Ntoum 7, de la conduite DN 1200 entre Ntoum et Kango et les conduites d'extension pour les nouvelles zones d'habitation. Par contre, en ce qui concerne les ruptures dans la fourniture d'eau et l'électricité dans la configuration actuelle, le concessionnaire, la SEEG, demeure l'exploitant du réseau jusqu'en 2017. Il est le seul en mesure de garantir à ses clients la fourniture continue d'eau potable et d'énergie électrique.

Brèves

•Banque mondiale/ la zone Cfa devrait connaître la meilleure croissance en 2016 à 5,7%

La Banque mondiale estime que la croissance en Afrique subsaharienne connaîtra un rebond en 2016, pour se situer à 4,6%, après une année 2015 difficile, marquée par des chocs extérieurs (baisse des prix des matières premières et le relèvement du dollar américain), et des défis intérieurs notamment en rapport avec l'insécurité et le manque d'infrastructures. Dans ces projections, les pays ayant pour monnaie le franc CFA devraient connaître une meilleure progression, avec une croissance attendue à 5,7% et même à 6% en 2017. Les locomotives de la sous-région que sont le Nigeria, l'Afrique du sud et l'Angola, afficheront des croissances respectives plus modestes de 4,6%, 1,4% et 3,3%.

•Tourisme/Les 12 pays africains les plus visités par les touristes multimillionnaires

L'Afrique a accueilli 43 000 touristes multimillionnaires durant les douze mois allant d'octobre 2014 à septembre 2015, selon une récente étude du cabinet New World Wealth intitulée «Le tourisme des millionnaires en Afrique» (Millionaire Tourism in Africa). L'Afrique du Sud a été la destination la plus populaire pour les ultra-riches, suivi du Maroc avec 4000 visiteurs fortunés. Vient ensuite le Botswana, le Kenya et les Seychelles, avec 3000 visiteurs ultra-riches pour chacun de ces pays. La Tanzanie, l'Ile Maurice et l'Égypte ont reçu chacune 2000 visiteurs de même statut.

Rassemblées par W.N.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 13/01/2016				FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	en date du				
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	13/01/2016	4438,31		
USD	1,0816	1USD =	606,469	1 USD	643,221	DOW JONES	13/01/2016	16516,22		
CAD	1,5381	1CAD =	426,472	1 CAD	449,566	BRENT (IPE) US Dollars/Baril 13 Janvier 2016: 31,70				
JPY	127,7400	1JPY =	5,135	100 JPY	533,988					
GBP	0,7502	1GBP =	874,376	1 GBP	910,907					
CHF	1,0926	1CHF =	600,363	100 CHF	63867,43					
ZAR	17,8353	1ZAR =	36,779	100 ZAR	3824,53					
MAD	10,7384	1MAD =	60,972	1MAD	63,40					
CNY	7,1121	1CNY =	92,231	1CNY	95,00					

CHANG E

Union Gabonaise de Banque
 SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>